

Bertrand Badie : « Jusqu'à maintenant, les crises sanitaires touchaient essentiellement les pays du Sud »

Pandémies, climat, faim : le spécialiste des relations internationales démontre depuis longtemps que toutes les nations sont interdépendantes face à des menaces planétaires qui sont liées. Les questions de santé sont celles qui atteignent les souverainetés de façon presque intime. D'où la difficulté à mettre en place une solidarité internationale ?

Plus de 10 000 morts victimes du Covid-19 aux Etats-Unis, nouvel épicode de l'épidémie après l'Asie et l'Europe. Les pays les plus développés semblent désarmés face à cette pandémie. «*L'impuissance de la puissance*», dirait le politologue Bertrand Badie, auteur de *l'Hégémonie contestée. Les nouvelles formes de domination internationale* (Odile Jacob, 2019). Le multilatéralisme semble avoir disparu derrière les égoïsmes nationaux. Pourtant, jamais nous n'avons eu autant besoin d'une telle coopération, seul remède face à la crise systémique que nous traversons, affirme le spécialiste des relations internationales.

Que pensez-vous de l'attitude des Etats par temps de coronavirus ?

Dans les situations d'urgence, les Etats ont pour habitude de passer par-dessus la solidarité internationale ou le multilatéralisme. En outre, la plupart des gouvernements souffrent d'une forte défiance au sein de leur opinion publique : ils jouent donc de la surenchère dans l'usage de la vieille méthode du cavalier seul, à l'instar des Etats-Unis glanant le maximum de masques jusque sur les tarmacs des aéroports étrangers. Mais de telles pratiques ne sont pas nouvelles, même si elles étaient naguère plus ouatées : on appelait cela du doux nom de « concurrence déloyale »...

On assiste aussi à un manque de solidarité au sein même de l'Union européenne ?

L'Union est sûrement la principale victime de cette crise. Le manque de solidarité vis-à-vis de l'Italie est très instructif. Il est grave de voir apparaître à nouveau cette coupure presque rituelle entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. On l'a déjà connue sur la question des réfugiés, à propos des dettes publiques, ou de la part respective du social et de l'économique. Je suis inquiet de constater qu'à chaque crise, ce sont les mêmes clivages qui se reproduisent. C'est à se demander si cette division entre Nord et Sud ne va pas un jour devenir définitive, pour donner naissance à deux Unions européennes, avec deux sensibilités différentes, deux cultures distinctes, deux façons de réagir opposées. Après le Brexit, c'est peut-être la prochaine rupture !

L'autre élément qui me semble important est l'absence de réactivité des institutions européennes. Le plus grave étant, bien entendu, le gigantesque faux pas de Christine Lagarde qui, à la tête de la Banque centrale européenne, a d'abord déclaré que les Etats devaient se débrouiller chacun de leur côté. On peut y ajouter l'incapacité de la France et de l'Allemagne, comme de l'ensemble des pays de la zone euro, à s'entendre sur la question fondamentale des « coronabonds » et le peu de dynamisme de la Commission et de sa présidente.

La plupart des organisations internationales semblent dépassées, même l'Organisation mondiale de la santé ?

La crise actuelle est très paradoxale, car on n'a jamais eu un tel besoin de multilatéralisme. Le multilatéralisme global est même le seul remède face à une crise

systémique comme celle du Covid-19. Une pandémie rend indispensable une coordination planétaire des politiques sanitaires. Une politique seulement nationale en ce domaine est totalement inefficace, surtout sur le court et le moyen terme. On a besoin d'informations statistiques globales et fiables, de normes communes organisant l'espace sanitaire mondial, et d'une coordination des politiques sanitaires pratiquées dans chaque pays. Surtout, il est urgent d'avoir un programme d'assistance technique international en direction des pays du Sud : quand ceux-ci seront touchés, le désastre sera encore pire et risquera alors de faire un nouveau tour du monde !

Pourquoi sommes-nous si éloignés du multilatéralisme alors que les dangers planétaires, en termes de santé ou d'environnement, n'ont jamais été si évidents ?

Pour trois raisons. D'abord, parce qu'on surfe sur une vague néonationaliste depuis plusieurs années. Les dirigeants privilégient donc l'échelle nationale, dans leurs discours et leurs pratiques, ce qui est une profonde erreur.

Ensuite, parce que, dans l'urgence, il est toujours plus simple d'actionner les leviers nationaux plutôt que ceux, moins élaborés, qui existent à l'échelle internationale.

Et enfin, pour des raisons particulières, liées à la nature de la question sanitaire, qui expliquent le faible poids de l'OMS à laquelle les Etats n'ont jamais voulu réellement déléguer de leur souveraineté. Cette réticence n'est pas récente.

Historiquement, son prédécesseur, l'Office international d'hygiène publique (OIHP), a toujours été marginalisé, les Etats-Unis avaient même refusé que cet office fût intégré à la Société des nations après la Première Guerre mondiale. Quand l'OMS a été créée en 1948, les délégations de souveraineté se sont faites a minima : aussi existe-t-il très peu de conventions sanitaires internationales qui pourraient organiser cette coopération globale indispensable. L'obsession souverainiste des Etats a fait qu'aujourd'hui l'OMS apparaît souvent comme un tiroir vide malgré de grandes réussites, comme en Afrique pour assainir l'eau ou éradiquer certaines maladies, comme la variole.

Pourquoi tant de résistances vis-à-vis de la coopération sanitaire ?

Pour deux raisons. Les questions sanitaires sont celles qui touchent au plus profond les sensibilités nationales : elles atteignent les souverainetés de façon presque intime. Elles concernent directement les individus et les microsociétés au sein des nations. Elles touchent à quantité d'aspects différents, la démographie, les migrations, l'éducation, la culture, la religion... Nous sommes, avec elles, au cœur des angoisses souverainistes. Il est plus facile de se concerter sur des questions météorologiques, sur celles liées à la circulation aérienne ou à l'organisation des compétitions sportives...

La seconde raison est peu reluisante : jusqu'à maintenant, les questions sanitaires touchaient essentiellement les pays du Sud. On l'a vu avec Ebola en Afrique ou le premier Sras, qui a principalement touché l'Asie. Une pandémie comme le paludisme n'est toujours pas résolue, probablement parce qu'elle présente peu de risques pour les pays riches. C'est aussi le signe que l'Afrique continue d'être vue comme un continent naturellement destiné à la souffrance.

Le Conseil de sécurité des Nations unies n'a d'ailleurs jamais voulu se saisir de questions de santé publique. Sauf deux résolutions très vagues et très peu contraignantes sur la crise Ebola et deux autres, très générales, sur le sida.

Ce que vous annoncez depuis longtemps semble se concrétiser avec cette crise. Le cadre étatique est dépassé ?

C'est un autre paradoxe. Tout le monde se tourne vers l'Etat et attend de lui une solution, mais de manière ambiguë : pour faire face à l'urgence, et pour réclamer d'abord et avant tout un retour du social, beaucoup plus que de l'étatique. On se tourne vers l'Etat pour demander plus de protection, plus de redistribution, pour restaurer la notion d'Etat de bien-être : il semble que l'insistance est plus sur le bien-être que sur l'Etat !

L'Etat parvient aujourd'hui à sécuriser des frontières, mais parvient-il encore à sécuriser ses propres fondements ?

La protection des frontières n'est jamais qu'un confinement à grande échelle : elle est utile pour freiner la propagation du virus et gérer les flux, mais elle ne signifie pas forcément un retour du nationalisme.

On voit, en fait, réapparaître à la faveur de cette crise toutes les revendications présentes dans les mouvements sociaux qui ont jalonné la chronologie mondiale en 2019. Après plus de trente ans de néolibéralisme, le social a été dissous dans l'économie et l'*Homo œconomicus* prime désormais sur l'homme comme animal social. Toutes les catégories de population qui étaient déjà défavorisées et, plus largement, toutes celles qui se sentent menacées par les transformations économiques en cours demandaient déjà un retour du social.

Les dangers qui nous guettent sont-ils tous d'ordre global ?

Oui, ils sont tous de modalités différentes, mais ils sont tous imbriqués. Le changement climatique a été visible plus tôt que le danger sanitaire, car il s'est révélé bien avant à l'ensemble du monde, mais il touche moins l'intimité des personnes. Mais, surtout, il existe un troisième danger planétaire, celui de la crise alimentaire, une vraie bombe à retardement qui risque de faire encore plus mal. Comme les deux autres menaces, elle a frappé les pays du Sud, plus que nos régions. Il y a aujourd'hui moins de 2 % de la population européenne qui est affectée de malnutrition, mais cette proportion est de 30 % en Afrique. Cette crise alimentaire en Afrique risque de s'aggraver très vite si le continent est lui aussi atteint par le virus. C'est un risque d'explosion non seulement régional mais mondial, tant elle crée des violences sociales de toute nature, sans cesse plus affirmées ! Ces trois crises interagissent et se ressemblent sur l'essentiel : leur nature humaine.

Catherine Calvet, *Libération*, 9 avril 2020